

LAFARGE ET LA JUSTICE ALGERIENNE

Ce jour le Mercredi 26 Mars 2014 s'est tenu à 10 h un rassemblement de soutien aux travailleurs de LAFARGE en grève de la faim depuis le 09 Mars 2014 avec la participation des membres des familles des travailleurs de leurs amis et des membres du Bureau d'Oran de la LADDH.

Ce rassemblement vient pour dénoncer le mutisme complet de l'administration à tous les niveaux (APC, Daira, Wilaya) qui n'ont même pas fait le déplacement pour s'enquérir de la santé des grévistes de la faim surtout que le temps n'a pas été clément. La LADDH rappelle que le Wali de Mascara avait donné sa promesse pour régler la situation mais n'a même pas voulu rencontrer les membres présents à son rassemblement qui sont allés à sa rencontre au niveau de Oggaz.

Le Bureau d'Oran de la LADDH dénonce l'acharnement judiciaire dont fait preuve LAFARGE qui continue d'instrumentaliser la justice pour espérer voir les grévistes de la faim abandonner. Le bureau d'Oran ne comprend pas comment le juge d'instruction peut convoquer des grévistes de la faim pour les entendre sur des plaintes n'ayant aucun sens, à savoir :

- Atroupement devant l'usine prenant alors la place de la puissance publique puisque l'espace relève de l'espace public.

- Fermeture de la porte en utilisant des armes blanches alors que les services de gendarmerie qui font des rondes tout le temps ainsi que l'agent des renseignements généraux présent depuis le début de la grève de la faim peuvent prouver le contraire. D'ailleurs comment des grévistes de la faim que l'infirmier de la cimenterie fait évacuer par ambulance peuvent-ils faire cela.

- L'entreprise se plaint même de l'utilisation de bâches pour se protéger de la pluie en déclarant qu'elles gênaient le travail des agents de sécurité et le champ de vision des caméras qui ont été placées, il faut le dire, à la veille du déclenchement de la grève de la faim. Puisque les caméras existent pourquoi ne pas montrer à la justice les preuves de la dite fermeture de porte avec utilisation d'armes blanches.

Le Bureau d'Oran de la LADDH dénonce encore une fois le silence des autorités et le traitement réservé par la justice à cette entreprise et demande la réintégration des travailleurs dans leurs droits, tous leurs droits. La LADDH affirme que l'appel aux IDE (Investissement directs extérieurs) ne peut en aucune façon conduire au retour du comportement avec l'indigène.

Oran le 26-03-2014

P/Le Bureau d'Oran Kaddour CHOUICHA



LIGUE ALGERIENNE POUR LA
DEFENSE DES DROITS DE
L'HOMME
BUREAU DE WILAYA D'ORAN
LADDH